

On a beaucoup débattu de la véritable signification de la réunion des cinq, non parce que le Groupe s'est réuni comme il a l'habitude de le faire régulièrement depuis nombre d'années, mais en raison de la publicité attachée à la réunion et du moment de sa tenue — à la veille d'un important discours de politique commerciale que devait prononcer le président Reagan et juste avant les réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les participants à cette réunion se sont surtout concentrés sur les taux de change. Dans leur déclaration, les ministres et gouverneurs des cinq mentionnaient que « les taux de change devraient jouer un rôle dans l'ajustement des déséquilibres externes... [et que] pour ce faire, les taux de change devraient mieux refléter les données économiques fondamentales... » Ils mentionnaient la nécessité d'une « appréciation ordonnée et plus ample des principales devises autres que le dollar, contre le dollar lui-même » ainsi que leur volonté de « coopérer plus étroitement afin d'encourager cela ».

Sur les marchés des changes, les paroles comptent souvent plus que les actions. Comme nous le savons, il y a eu un important réaligement des trois grandes monnaies internationales depuis le 22 septembre — notamment une appréciation du yen contre le dollar, en partie attribuable à une intervention, mais aussi largement due à la perception d'un changement dans la politique des États-Unis.

Quel était ce changement? En réaffirmant leur leadership mondial en matière d'économie internationale, les États-Unis ont également rejeté, de l'avis de nombreux observateurs, l'approche de la « non-intervention » ou de la convergence des politiques en matière de coopération économique internationale, approche qui était au cœur du Sommet de Bonn. En soulignant le lien qui existe entre les taux de change désalignés et les pressions protectionnistes ou, de façon inverse, l'interrelation entre le système commercial international et le système monétaire international, les représentants des cinq ont souligné un aspect fondamental de l'interdépendance qui n'avait été explicitement reconnu ni à Bonn ni dans les autres sommets tenus depuis 1980. Mais le communiqué des cinq ne donnait toujours pas de solution pour la coordination des politiques macro-économiques. Si l'on établit une distinction entre la compatibilité des politiques et la convergence des politiques, la première impliquant, comme l'a suggéré Henry Wallich, une importante modification des politiques nationales pour tenir compte de l'interdépendance économique internationale, on trouve peu de traces de cette distinction dans le communiqué des cinq. On verra.

De New York, nous nous rendons à Séoul pour le Troisième Acte, c'est-à-dire les assemblées annuelles de la Banque et du Fonds tenues au début d'octobre et où a été dévoilée « l'initiative Baker ». Ce plan proposait que les efforts d'ajustement structurel des pays débiteurs soient appuyés par une intensification des prêts à l'ajustement structurel et des prêts sectoriels (par opposition aux prêts au titre de projets plus traditionnels) consentis par le groupe de la Banque mondiale, par l'offre de nouveaux prêts commerciaux ainsi que par le maintien du rôle central du FMI en étroite coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les incidences de la proposition américaine sur le rôle de la Banque ainsi que sur ses relations avec le Fonds, les banques commerciales et les pays débiteurs restent à être pleinement explicitées, mais il y a peu de doute que l'initiative constitue un autre développement important qui viendra également mettre à l'épreuve la coopération internationale.